

APERÇU SUR LE CHOMAGE DE LONGUE DURÉE (CLD)⁽¹⁾

Au Maroc, le chômage est un phénomène qui concerne particulièrement les citadins (près de huit chômeurs sur dix en 2012 résident en zones urbaines), les personnes âgées de 15 à 24 ans (37,9%) et les diplômés (46,7% ont un diplôme de niveau moyen et 26,3% ont un diplôme de niveau supérieur).

En termes de taux, le chômage a connu une tendance baissière au niveau de la quasi-totalité des catégories de population. Il est passé, entre 2002 et 2012, de 11,3% à 9% au niveau national, de 18,3% à 13,4% pour les citadins, de 17,2% à 18,6% pour les actifs âgés de 15 à 24 ans et de 23,5% à 16,4% pour les diplômés.

Malgré cette tendance à la baisse, le phénomène du chômage de longue durée (CLD) reste préoccupant. En effet, en 2012 le CLD concerne 65,1% des chômeurs (70,3% en zones urbaines et 45,2% en zones rurales) contre 69,5% en 2002.

Par sexe, les femmes, avec une proportion de 74,8%, sont plus exposées à ce type de chômage que les hommes (61,1%).

La proportion du CLD augmente avec le niveau du diplôme. Elle est de 45,4% pour les sans diplôme, de 67,5% pour le niveau moyen et de 80,9% pour le niveau supérieur.

Selon l'âge, le CLD est plus fréquent parmi les jeunes chômeurs, 65,1% pour la tranche 15-24 ans et 70,2% pour la tranche 25-34 ans.

Le CLD est aussi plus fréquent chez les chômeurs n'ayant jamais travaillé (89,1% contre 38,8% pour les chômeurs ayant déjà travaillé).

L'analyse de la durée moyenne de chômage⁽²⁾ montre que cette dernière est plus longue en zones urbaines qu'en zones rurales (44,3 mois contre 23,9 mois). Selon le sexe, abstraction faite du diplôme, la durée moyenne de chômage est relativement plus élevée chez les femmes (44,8 mois contre 38,2 mois pour les hommes).

Les diplômés de niveau supérieur ont plus de difficultés à trouver un emploi. La durée moyenne de chômage chez cette catégorie est de 45,4 mois alors qu'elle se situe à 41,9 mois pour les chômeurs qui détiennent un diplôme de niveau moyen et à 31,7 mois pour les non diplômés.

La durée médiane de chômage⁽³⁾ a atteint 24 mois au niveau national (24 mois en zones urbaines contre 6 mois en zones rurales). Selon le sexe, la moitié des femmes chôment pour plus de deux années, alors que pour les hommes, la moitié d'entre eux chôment pour plus de 18 mois. La durée médiane du chômage reste relativement faible chez les sans diplôme (6 mois) en comparaison avec les diplômés (24 mois pour le niveau moyen et 24 mois pour le niveau supérieur).

1- Sont considérés chômeurs de longue durée tous les chômeurs dont la durée de chômage est supérieure ou égale à un an.
2- C'est la durée de chômage observée jusqu'à la date de l'interview.
3- La durée médiane du chômage est la valeur m telle que 50% des chômeurs ont une durée de chômage supérieure ou égale à m et 50% ont une durée inférieure ou égale à m. L'avantage de cet indicateur est qu'il est peu sensible aux valeurs extrêmes.

EVOLUTION DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE ENTRE 2002 ET 2012

INDICATEURS	MILIEU DE RESIDENCE					
	ANNEE 2002			ANNEE 2012		
	URBAIN	RURAL	NATIONAL	URBAIN	RURAL	NATIONAL
Volume du chômage (en milliers)	973	190	1163	824	214	1 038
Part du chômage de longue durée (en %)	74,2	45,5	69,5	70,3	45,2	65,1
— Selon le sexe						
• Masculin	72,5	45,9	67,3	67,2	42,4	61,1
• Féminin	78,2	42,9	75,7	76,7	60,0	74,8
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	70,7	47,3	65,5	70,7	51,2	65,1
• 25 - 34 ans	79,6	54,8	76,8	74,2	44,8	70,2
• 35 - 44 ans	69,7	28,2	63,9	64,7	32,8	59,3
• 45 ans et plus	52,5	14,5	42,5	48,3	23,0	41,8
— Selon le type de chômage						
• Chômeurs ayant déjà travaillé	53,2	19,7	46,3	45,9	17,9	38,8
• Chômeurs n'ayant jamais travaillé	91,8	85,5	91,0	90,1	83,5	89,1
— Selon le diplôme :						
• Sans diplôme	60,1	29,3	51,0	53,4	31,5	45,4
• Niveau moyen	76,5	61,7	74,8	71,1	51,7	67,5
• Niveau supérieur	84,8	85,1	84,8	80,9	81,8	80,9
Durée moyenne du chômage (en mois)	40,7	21,4	37,6	44,3	23,9	40,1
— Selon le sexe						
• Masculin	39,9	21,0	36,2	43,5	21,7	38,2
• Féminin	42,6	24,2	41,2	45,9	35,5	44,8
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	27,4	17,7	25,3	27,8	22,1	26,2
• 25 - 34 ans	47,4	30,9	45,6	49,4	30,0	46,8
• 35 - 44 ans	55,2	20,8	50,3	68,9	24,9	61,4
• 45 ans et plus	35,1	6,7	27,6	43,3	12,3	35,3
— Selon le type de chômage						
• Chômeurs ayant déjà travaillé	23,4	7,9	20,2	22,2	8,6	18,8
• Chômeurs n'ayant jamais travaillé	55,2	42,4	53,6	62,3	45,3	59,5
— Selon le diplôme :						
• Sans diplôme	33,2	13,7	27,5	39,2	18,7	31,7
• Niveau moyen	42,5	27,2	40,8	45,6	25,8	41,9
• Niveau supérieur	45,2	45,0	45,2	45,9	40,3	45,4

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Aperçu sur le chômage de longue durée.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Avril 2013 N° 189

BULLETIN MENSUEL

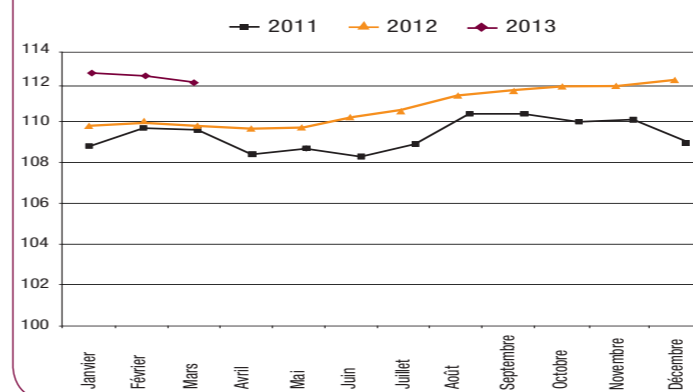
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a enregistré, au cours du mois de mars 2013, une baisse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la baisse de 0,7% de l'indice des produits alimentaires et de la hausse de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,2% au cours du mois de mars 2013. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des trois premiers mois de 2013, par rapport à celui de la même période de 2012, s'établit à +2,4%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2013	MARS 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	121,1	120,3	-0,7	117,0	120,9	3,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,8	120,5	-1,1	117,5	121,4	3,3
Boissons alcoolisées et tabac	108,5	115,5	6,5	108,4	110,8	2,2
Produits non alimentaires	106,5	106,6	0,1	105,0	106,5	1,4
Articles d'habillement et chaussures	109,1	109,2	0,1	108,0	109,2	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,8	106,0	0,2	105,1	105,9	0,8
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,3	107,3	0,0	107,4	107,3	-0,1
Santé	104,3	104,4	0,1	103,5	104,3	0,8
Transport	109,2	109,3	0,1	103,6	109,2	5,4
Communication	65,4	65,4	0,0	75,9	65,4	-13,8
Loisirs et culture	97,4	97,4	0,0	96,4	97,4	1,0
Enseignement	129,6	129,6	0,0	122,1	129,6	6,1
Restaurants et hôtels	115,1	115,0	-0,1	112,5	115,1	2,3
Biens et services divers	111,4	112,0	0,5	110,4	111,6	1,1
Indice général	112,5	112,3	-0,2	109,9	112,5	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2013	MARS 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	111,4	111,3	-0,1	108,4	111,4	2,8
Casablanca	115,0	114,6	-0,3	112,1	114,9	2,5
Fès	112,6	112,2	-0,4	109,8	112,4	2,4
Kénitra	111,8	111,8	0,0	109,4	111,9	2,3
Marrakech	112,6	112,1	-0,4	109,2	112,6	3,1
Oujda	111,7	112,2	0,4	108,9	111,8	2,7
Rabat	110,2	110,2	0,0	107,5	110,3	2,6
Tétouan	111,0	110,9	-0,1	112,6	111,1	-1,3
Meknès	113,9	113,6	-0,3	112,0	113,8	1,6
Tanger	114,2	113,9	-0,3	110,9	114,1	2,9
Laâyoune	112,2	112,1	-0,1	110,6	112,0	1,3
Dakhla	112,1	111,0	-1,0	108,5	111,8	3,0
Guelmim	112,2	111,7	-0,4	109,0	111,8	2,6
Settat	113,1	112,5	-0,5	111,1	112,9	1,6
Safi	107,2	107,4	0,2	105,0	107,5	2,4
Beni-Mellal	111,8	111,5	-0,3	110,6	111,7	1,0
Al-Hoceima	114,0	112,5	-1,3	111,3	113,4	1,9
Ensemble	112,5	112,3	-0,2	109,9	112,5	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de mars de l'année 2013, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Al-Hoceima avec 1,3%, à Dakhla avec 2,9%, à Agadir avec 2,8% et à Oujda avec 1,0% et à Settat avec 0,5%. En revanche, des hausses ont été enregistrées notamment à Oujda avec 1,3% et à Meknès et Settat avec 1,6%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Tétouan avec 1,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	MARS/MARS (1)	LES TROIS PREMIERS MOIS (2)
2011	0,6	1,6
2012	0,3	0,5
2013	2,2	2,4

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des trois premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2011	2012*	VAR.%
Forêts			
Exploitation forestière : production			
Bois d'œuvre (10 ³ m ³)	148	108	-27,0
Bois d'industrie (10 ³ m ³)	225	293	30,2
Bois de feu (10 ³ stères)	362	340	-6,1
Liège de coupe (10 ³ stères)	3	2	-33,3

Source : Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification

	Situation de janvier à février		
	2012	2013*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	4 172	3 948	-5,4
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	1 158	875	-24,5

Bâtiment			
	2012	2013*	VAR.%
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	2 923	2 385	-18,4

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2012	2013*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations	46 545	46 080	-1,0
Biens	29 523	28 558	-3,3
Services	17 022	17 522	2,9
dont : voyages	7 980	8 124	1,8
Importations	67 199	62 711	-6,7
Biens	56 915	52 004	-8,6
Services	10 284	10 707	4,1
Solde commercial	-20 654	-16 631	
Taux de couverture (en %)	69,3	73,5	
Recettes M.R.E.	8 977	8 751	-2,5

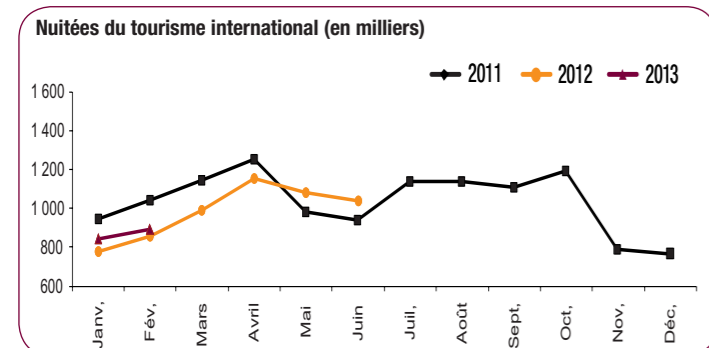
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à février		
	2012	2013*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	2 272	2 405	5,8
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	1 639	1 741	6,2

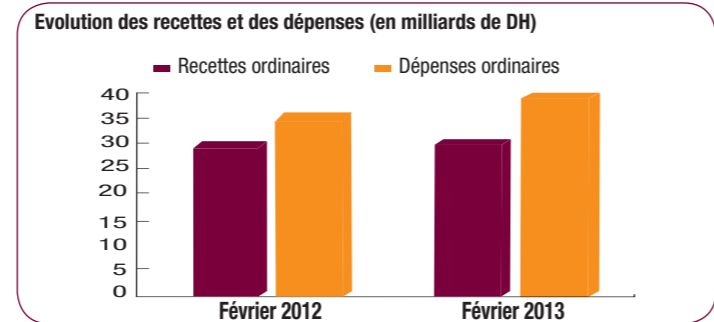
Source : Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dhs)	Situation de janvier à février		
	2012 ^a	2013*	VAR.%
Recettes ordinaires	30 981	31 322	1,1
Dépenses ordinaires	36 099	39 663	9,9
Dette publique	4 024	3 679	-8,6
Investissement	6 904	9 989	44,7
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	- 327	4 528	
Déficit / Excédent global	- 12 349	- 13 801	

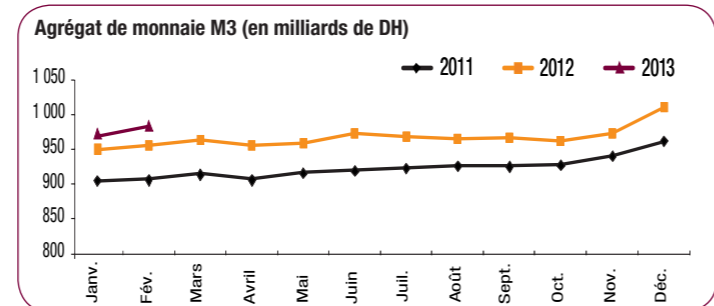
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

(En millions de DH)	Situation de janvier à février		
	2012 ^a	2013*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	946 230	977 770	3,3
Agrégats de placements liquides	356 507	367 710	3,1
Contreparties de la monnaie M3 (1)	946 230	977 770	3,3
Avoirs extérieurs nets	161 238	141 823	-12,0
Créances nettes sur l'administration centrale	109 377	134 210	22,7
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	785 548	821 396	4,6
Créance sur l'économie	43 192	46 740	8,2
Ressources à caractère non monétaire	148 502	156 155	5,2
Autres postes nets	4 624	10 245	121,6

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie + Contrepartie des dépôts auprès du Trésor - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de février		
	2012	2013*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	5 098	9 117	78,8
Capitalisation boursière (en millions de DH)	530 091	426 378	-19,6
Indice MASI	11 398,94	8 932,82	-21,6
Indice MADEX	9 333,41	7 273,49	-22,1
O.P.C.V.M.	15 Fév. 2013	15 Mars 2013	VAR.%
Nombre	361	362	0,3
Actifs nets (en millions de DH)	232 892	232 806	0,0

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Quatrième trimestre 2012

L'arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2012 montre que l'économie nationale continue d'évoluer à un rythme de croissance à la baisse. Les activités non agricoles ont évolué moins vigoureusement durant ce trimestre et le secteur agricole maintient sa tendance à la baisse.

Ainsi, le Produit Intérieur Brut PIB, corrigé des variations saisonnières, a affiché un accroissement de 2% en volume au lieu de 4,9% le même trimestre de l'année 2011.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur agricole a reculé de 9% au lieu d'une hausse de 4,3% au quatrième trimestre 2011. Pour sa part, le PIB non agricole s'est accru de 3,7% au lieu de 5% en dépit du recul des activités du bâtiment et travaux publics de 5,7% au lieu d'une hausse de 7% et de celles de l'industrie d'extraction de 2,8% au lieu d'une hausse de 8,2%.

Les autres activités non agricoles ont enregistré des croissances positives et ce, malgré le ralentissement de quelques secteurs par rapport au même trimestre de l'année 2011 :

- Les hôtels et restaurants de 5,6% au lieu d'une baisse de 7% ;
- Les services rendus aux ménages et aux entreprises de 4,7% au lieu de 4,4% ;
- Les services financiers et assurances de 3,3% au lieu de 9,9% ;
- Le commerce de 1,6% au lieu de 4,9% ;
- Les transports de 3,5% au lieu de 3,9% ;
- Les postes et télécommunications de 19,6% au lieu de 23% ;
- L'électricité et eau de 1,7% au lieu de 12,8% ;
- L'administration publique générale et sécurité sociale de 9% au lieu de 4,5% ;
- L'éducation, santé et action sociale de 7,1% au lieu de 4,2% ;
- Les industries de transformation de 0,7% au lieu de 4%.

Au niveau de la demande intérieure, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 2% au quatrième trimestre 2012 au lieu de 8% le même trimestre de l'année précédente. Leur contribution à la croissance est de 1,2 point au lieu de 4,5 points. La consommation finale des administrations publiques a affiché une hausse de 6,9% au lieu de 4,7% et a contribué pour 1,1 point à la croissance. De son côté, l'investissement (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a enregistré une baisse de 0,7% au lieu d'une hausse de 3,7%.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, ils se sont légèrement améliorés puisqu'ils ont contribué positivement pour 0,5 point à la croissance économique après une contribution négative de 0,2 point le quatrième trimestre de l'année 2011. Ceci est dû à l'augmentation des exportations de 2,2% après une baisse de 6,2% et la hausse des importations de 0,6% après une diminution de 4,9%.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible RNBD n'a progressé que de 1,7% au lieu de 5,6% le même trimestre de l'année précédente. Cette évolution trouve son origine dans le recul de 7,9% des transferts courants nets reçus du reste de monde au lieu d'une augmentation de 8,6%.

Emplois du PIB aux prix de l'année précédente chaînés, base 1998

	(en millions de dhs)		
	4 ^{ème} trim. 2011	4 ^{ème} trim. 2012	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	99 622	101 631	2,0
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	26 680	28 520	6,9
Formation brute de capital	52 604	52 256	-0,7
Exportations de biens et services	51 885	53 027	2,2
Importations de biens et services	60 247	60 617	0,6

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	4 ^{ème} trim. 2011	4 ^{ème} trim. 2012	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	215 832	219 434	1,7
Épargne nationale brute	60 157	55 901	-7,1

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Glissement annuel en %
Secteur agricole	27 596	25 112	-9,0
Secteur non agricole	123 699	128 478	3,9
Pêche	1 121	1 398	24,7
Industrie d'extraction	3 492	3 394	-2,8
Industries de transformation	22 044	22 191	0,7
Electricité et eau	5 711	5 810	1,7
Bâtiment et travaux publics	8 064	7 607	-5,7
Commerce	17 022	17 294	1,6
Hôtels et restaurants	2 838	2 998	5,6
Transports	8 393	8 686	3,5
Postes et télécommunications	11 889	14 223	19,6
Activités financières et assurances	9 182	9 489	3,3
Services rendus aux entreprises et services personnels	17 472	18 300	4,7
Administration publique générale et sécurité sociale	12 973	14 146	9,0
Education, santé et action sociale	13 281	14 230	7,1
Branche fictive	-7 983	-8 235	3,2
Impôts sur les produits nets des subventions	19 870	20 286	2,1
Produit intérieur brut (en volume)	171 009	174 422	2,0
PIB hors agriculture (en volume)	143 530	148 860	3,7
Produit intérieur brut (prix courants)	205 156	211 755	3,2

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

